

Initiatives parlementaires

les conditions de plus de 80 p. 100 de certains types de permis de décharge de déchets, délivrés à de grandes compagnies, n'étaient pas respectées depuis plus d'un an. Des sociétés comme Alcan se contentaient de faire fi la loi, considérant les amendes comme une partie des frais d'exploitation. Ce n'est pas ainsi que l'environnement canadien peut survivre.

Je vais donner un autre exemple, qu'on peut trouver pas très loin d'ici. Une compagnie nommée Tioxide vient de fermer. Elle avait été une des pires pollueuses de tout le bassin du Saint-Laurent. Alors que depuis dix ans, en Europe, elle est sous surveillance intense et vient maintenant de recevoir un prix pour son respect de l'environnement, ici au Canada, parce que l'on ne faisait pas appliquer convenablement les règlements et parce que les politiciens n'avaient pas la volonté d'agir, elle est restée une des pires pollueuses du pays. Lorsqu'on lui a demandé d'assainir un peu, elle a fermé ses portes. Elle a dit au Canada d'aller se faire voir et elle a déménagé ses opérations à l'étranger.

C'est ce qui continuera d'arriver si nous mettons en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain, dont a parlé mon collègue de Kamloops. Les normes environnementales adoptées seront ramenées au plus petit commun dénominateur sur le continent, si jamais cette mesure est mise en oeuvre par le gouvernement libéral ou conservateur qui prendra le pouvoir après les prochaines élections. L'Accord de libre-échange nord-américain est, à l'heure actuelle, le plus grand danger pour l'environnement nord-américain.

La grande majorité des libéraux et des conservateurs, et certains néo-démocrates également, je dois le dire, principalement parce qu'ils sont mal informés, sont opposés à une comptabilisation des coûts réels.

Vu l'intégration verticale des médias de ce pays, qui sont entre les mains de gens comme Conrad Black, il ne faut pas être un génie pour se rendre compte que ce que dit Noam Chomsky depuis des années, dans ses livres comme *Manufacturing Consent*, est vrai. Si vous laissez faire le secteur privé, qui a avantage à prélever les matières premières, à utiliser l'environnement comme une décharge et à sacrifier la main-d'oeuvre, ces mêmes intérêts économiques intégrés, qui contrôlent la radio, la télévision, les journaux et les magazines éviteront de bien renseigner la population, qui serait capable de se battre pour ses droits et de se battre pour l'environnement.

Je regrette de devoir dire que pendant les 14 ans que j'ai passés ici, j'ai assisté à une diminution constante de la couverture des questions environnementales par ce que l'on appelle les grands médias.

Ces médias comprennent Radio-Canada où, depuis qu'elle a été investie par le Parti progressiste conservateur du statut de mini-Sénat, quiconque s'en donne la peine peut constater que le contrôle des nouvelles est évident. Il ne s'agit pas ici des questions que couvrent les médias et de la façon dont elles le font, mais de celles qu'elles choisissent de couvrir. C'est là où la direction de la SRC et la direction du Parti conservateur ont réussi à faire croire aux Canadiens que tout allait pour le mieux dans le domaine de l'environnement.

• (1910)

Malheureusement, ce n'est que lorsque surviennent des désastres et des catastrophes que la Chambre daigne réagir. Il faut un déversement du *Nestucca* ou de l'*Exxon Valdez* ou un incendie de pneus pour que les gouvernements se décident à agir et que les autorités policières commencent à porter la pléthore d'accusations qu'elles ont déjà le pouvoir de porter.

Notre environnement continue de se détériorer parce que ceux qui croient que l'approche institutionnelle donne des résultats sont également ceux qui pensent que la solution à la pollution est l'édulcoration, ce qui est l'ultime mensonge. Ceux qui estiment que les ressources ne sont là que pour être exploitées, sans qu'il ne soit nécessaire de les protéger et de les préserver, ont la même attitude. Ce sont eux aussi qui croient que le rejet des déchets ne coûte rien ou ne vaut pas la peine qu'on s'en préoccupe. Ils ne pensent qu'aux résultats, et nous savons quels sont déjà ces résultats dans le monde.

Aujourd'hui même, pendant que nous prononçons les discours de clôture de cette 34^e législature à la Chambre, 40 000 enfants dans le monde mourront de maladies que nous aurions pu prévenir. Pourtant, dans notre pays, nous faisons peu pour prévenir ces maladies ou éviter un grand nombre des autres crises auxquelles notre planète doit faire face. L'environnement continuera de se détériorer dans un avenir prévisible, tandis que la seule solution offerte aux Canadiens, c'est le régime politique actuel, qui est mal équilibré et qui, d'élections en élections, repose sur la politique du plus fort.